



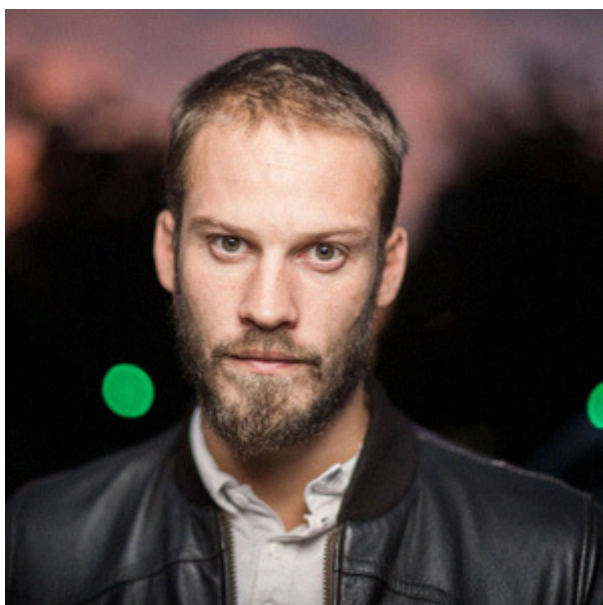
Bonjour Tristesse : « Le seul pouvoir qu'il nous reste, c'est la liberté d'expression »

Ballast

7 octobre 2016

Entretien inédit pour le site de Ballast

Rendez-vous est pris dans un café non loin de Denfert-Rochereau. Matthieu Longatte, bientôt trente ans, a lancé sa chaîne de chroniques YouTube à la fin du mois de janvier 2014 : il décortique, depuis, son époque au cutter. Gouaille de comptoir et de quartier, « beauf » revendiqué et débit électrique, cet amoureux du Code du travail — et rappeur depuis peu, sous le nom de Matheos — aime à râler, injurier et rosser : les puissants et les installés, de préférence. Il laisse le verre de rouge cher à ses vidéos hebdomadaires pour une bière et nous voici à discuter, en roue libre, parmi les lambris et les serveurs pressés.



Vous avez fait le choix de ridiculiser les positions contraires à, disons, un certain « humanisme », par la récurrence de votre « *Qu'est-ce que tu comprends pas, mon copain ?* ». Double question, pour commencer : pourquoi attaquer les individus plutôt que les structures et pourquoi miser sur l'injure ?

J'attaque aussi les institutions, que ce soit les banques ou l'appareil politique en général. Mais c'est vrai que Bonjour Tristesse part d'un constat assez pessimiste : on nous baise, on nous baisera encore, ça fait 2 000 ans que le monde ne tourne pas rond et 70 que la V^e République ne marche pas. J'ai de moins en moins d'espoir que ça puisse changer. Mais, maintenant, on a Internet : le seul pouvoir qu'il nous reste, c'est la liberté d'expression. J'aimais bien l'idée qu'avec juste une caméra, une personne et un peu d'écriture, on puisse piquer l'orgueil de ces puissants contre lesquels on ne peut rien. J'ai du mal à penser qu'on puisse prétendre à un modèle politique plus ambitieux démocratiquement. Le seul pouvoir qu'on ait est de réussir à toucher, à travers une bonne pique bien sentie, ces puissants qu'on ne croise jamais et à qui on ne peut jamais s'adresser. C'est une des raisons pour lesquelles Bonjour Tristesse est davantage axé sur les personnes. Aussi, j'ai une certaine culture de la vanne : je n'ai pas choisi l'insulte plutôt que la bienveillance, j'ai juste essayé de montrer qu'on pouvait être très vindicatif en défendant une idéologie bienveillante — il n'y a, à mes yeux, pas d'ambivalence exclusive entre les deux.

Tout l'inverse de la stratégie déployée par des Youtubeurs comme Osons Causer.

« Le seul pouvoir qu'on ait est de réussir à toucher, à travers une bonne pique bien sentie, ces puissants qu'on ne croise jamais. »



Ces gens ne font pas de l'art, mais de la politique. On m'a souvent demandé pourquoi je ne faisais pas de la politique... Je ne sais pas ce qu'il en sera dans quinze ans mais, comme je suis un pessimiste, je fais de l'art car l'art est vain, par définition — tandis qu'on a l'objectif ou l'ambition, en politique, de pouvoir changer les choses. Des gens comme [Pierre-Emmanuel Barré](#) et moi-même avons en commun d'utiliser ce style très insultant et d'essayer de ne pas simplement repousser les limites de la liberté d'expression. De se dire, surtout, que cet outil s'offre à nous et qu'il est visiblement sous-exploité par les humoristes français. Plutôt que de parler de notre brosse à dents, je préfère m'adresser à des gens qui ont un impact directement négatif sur nos vies. Il y a très peu de choses qui sont juridiquement attaquables dans Bonjour Tristesse : essayer de trouver une formule qui va sembler très *trash* mais qui, à la regarder de près, tombe difficilement sous le coup de l'accusation d'injure publique, voilà qui participe beaucoup de mon travail d'écriture. Bon, parfois il y a des « enculé » qui m'échappent... Et comme j'ai la flemme de tout retourner à cause des petits trucs qui sortent à cause de l'impro... (rires)

Vous ne faites peut-être pas de politique, mais vous abordez des thèmes hautement politiques !

Il y a vraiment différents moyens de faire de la politique. Je dis que je ne veux pas en faire, mais j'aimerais tenter des choses au niveau de l'entraide — c'est déjà une façon de faire de la politique que d'essayer, par exemple, d'agir pour la cause des SDF. Dans ce domaine, les associations sont plus utiles à la société ; elles agissent vraiment pour la Cité. Quant à accéder au pouvoir politique, c'est très différent : je serais beaucoup trop déprimé !

Jugez-vous plus efficace, pour faire réfléchir, la technique « humour et colère » que « explication et raison » ?

Je n'ai pas d'avis. Ça peut être complémentaire. Pour ma part, ce n'est pas un choix stratégique : c'est ce que ça m'inspire sur le plan artistique. Bonjour Tristesse est une sorte de caricature de ce que je pouvais être devant ma télévision, face aux informations. L'art — et c'est très pompeux — consiste à tenter d'aller chercher une introspection honnête ; si tu y parviens, tu touches une forme d'universalisme par la force de l'art. Et tu vas toucher des gens car, même si ça ne se voit pas toujours, on a tous des choses en commun. C'est ce que j'avais dans les tripes que j'ai travaillé artistiquement. Je ne sais pas si on m'aurait moins écouté si je l'avais fait calmement, mais j'ai beaucoup de mal avec le fait de me prendre au sérieux. Sans être critique vis-à-vis de ceux qui le sont. Dès que j'explique des choses sérieusement aux gens, j'ai

l'impression d'être ridicule. Ceci dit, afin d'éviter de tourner en rond — car que je traite souvent des mêmes sujets —, un dilemme s'est posé : rester sur quelque chose de plus amusant mais de moins intéressant ou rentrer davantage dans l'analyse ? Le risque, c'était que Bonjour Tristesse devienne une caricature de lui-même. J'essaie désormais de jauger la bonne dose d'analyse à mettre. Sans être donneur de leçons.



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Avant même le mouvement contre la loi Travail, vous avez testé un nouveau format, intitulé « Bonjour Bonheur » : une série de conseils en droit du travail pour les salariés. C'est le pendant « éducation populaire » de Bonjour Tristesse ?

Oui. J'aime bien le mot « éducation populaire ». J'ai fait du droit et ça ne me sert à rien. Je vais peut-être pouvoir vivre de mon travail d'artiste, donc je ne pense pas passer le concours d'avocat — ou alors ça signifie que ça n'aura pas été du tout ! (*rires*) J'ai vite été frappé, durant mes études, par l'aspect utile du droit : c'est le seul truc pragmatique que j'ai trouvé. C'était dommage d'avoir acquis ce bagage pour rien... Le peuple ne s'en rend pas compte : pour chaque loi, il devrait y avoir au moins une ou deux émissions juridiques à la télé ou à la radio. Où tu apprends tes droits — c'est accessible, intellectuellement, si c'est un peu vulgarisé. Et c'est très utile ! J'ai toujours attaqué les employeurs qui me manquaient de respect et je m'en suis toujours sorti grandi, en tout cas financièrement... (*rires*) Sur le marché du travail et du petit salariat, le droit est quasiment le seul élément qui permet de créer un rapport de force. Il y a des règles très simples qu'on peut apprendre aux gens : typiquement, si tu n'as pas signé ton CDD



dans les 48 heures suivant le début de ton activité, c'est requalification en CDI : ça fait six mois de salaire minimum à la clé, ce n'est pas rien. Ça m'est arrivé huit fois, dans ma vie — si je compte mes potes, ça a dû arriver cent fois ! On peut transmettre. Même si je tâche de vulgariser et de donner un ton un peu *funky*, **Bonjour Bonheur** est moins attrayant que Bonjour Tristesse, c'est sûr... Mais si 20 000 personnes regardent du droit, c'est déjà une réussite ! Et, au moins, ce ne sera plus de ma faute : si vous n'avez pas la curiosité de regarder et que vous préférez continuer à niquer vos vies, très bien, mais moi j'aurai fait ma part ! (*rires*)

« C'est l'expression néo-moderne de l'exaspération ambiante », avez-vous dit à vos débuts, à propos de vos vidéos...

« Il n'y a aucun problème compliqué qu'on puisse expliquer avec des solutions simples : c'est souvent un indice pour savoir qui te ment. »

C'est pompeux, hein ? (*rires*) Il fallait trouver une formule. « Néo-moderne », dans le sens où il m'a semblé avoir mis le doigt sur un truc. Plein de gens me regardent et pensent que je suis journaliste ; d'autres considèrent que je suis un politique ou encore un humoriste. Je n'ai pas choisi de me mettre dans une case ; j'ai essayé de créer quelque chose de nouveau. L'exaspération, oui, en tout cas la mienne... Et cette année-là, soit j'ancrais un jeu artistique à partir d'elle, soit je coupais ma télé et j'arrêtais de m'informer... autrement, on se bouffe le moral — et j'aime bien être heureux ! (*rires*)

L'imbécilité heureuse, en somme ?

J'aimerais beaucoup. C'est très confortable.

Vous dites qu'il y a en nous deux types de « franchouillard » qui cohabitent : le contestataire anti-élite et égalitaire (que vous incarnez) et le facho réactionnaire. Comment le premier peut l'emporter sur le second ?

Je ne sais pas. En prouvant que la bienveillance marche ? On en revient au fait de tenter de mener des actions en accord avec la parole que je prône. J'ai tendance à penser que les gens tolérants sont un peu plus heureux que les intolérants, qui se construisent dans la frustration ainsi que sur des micro-expériences transformées en faits sociologiques. Voyez l'exemple caricatural de celui qui devient raciste parce qu'il s'est fait racketter une fois par un Noir ou un Arabe... On l'essaie assez peu mais lorsqu'on le met en place, ça fonctionne : quand on accueille des migrants

dans une zone en tâchant de les intégrer à une communauté ou à un espace urbain, les choses se passent mille fois mieux que lorsqu'ils vont être considérés comme des rebuts de la société — ce qui conduit à la confrontation. Expliquer ce qu'il y a de logique à être intolérant s'avère beaucoup plus rapide que d'expliquer en quoi c'est bien plus agréable et productif d'être tolérant. Il n'y a aucun problème compliqué qu'on puisse expliquer avec des solutions simples : c'est souvent un indice pour savoir qui te ment. Celui qui te dit « Tu n'as pas de boulot, c'est la faute des étrangers », par exemple — une réponse trop simple pour un problème économique aussi compliqué que le chômage.



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Les humoristes contemporains, pensez-vous, sont insipides car ils ont délaissé la critique sociale. Il n'y a plus de bouffons du roi, aujourd'hui, en France ?

Il n'y en a plus. Je n'en vois pas, en tout cas. Ou par petites touches — typiquement : Pierre-Emmanuel Barré. Il est dans une critique des puissants. On est tellement habitués, depuis quelques années, à ne plus avoir aucune critique sociale dans l'humour que des gens ont beaucoup de mal à se dire que je suis humoriste ! Il manque de bouffons du roi. Beaucoup ! Mais, attention, la pire des races reste celle des faussement subversifs. C'est un autre débat...

Comme ?

Stéphane Guillon. Il était très bon dans la critique mondaine acerbe, mais vous n'allez pas me faire croire que cet homme a la prétention ou la volonté de vouloir changer quoi



que ce soit. Je ne m'invente pas, pour ma part, des demi-tripes histoire d'aller faire acheter des places à la gauche caviar pour mes spectacles.

Il y a néanmoins un mouvement plus contestataire, dans l'humour, à France Inter : Ferroni, Meurice, Vernon... Barré, aussi, que vous avez cité. Un mouvement « faussement subversif », comme vous dites, ou une pierre de plus au foisonnement culturel et social critique ?

« On en vient juste à se dire qu'on nous met de la merde dans la bouche et que la seule liberté qu'il nous reste est de ne pas être obligé de la mâcher. »

Je n'ai strictement rien contre eux. Je suis même très content qu'ils existent et me retrouve souvent dans leurs propos. La question que je me pose, en revanche, est de savoir si on peut être réellement subversif et travailler chez France Inter ? Ceux qui l'ont été ne sont pas restés. C'est sans doute un format qui serait susceptible de m'intéresser un jour — à l'heure actuelle, je pense que je dirais non —, mais je doute pouvoir tenir mes propos sur France Inter. Même si je n'ai jamais été attaqué, je pense que la direction se cacherait derrière le juridique en prétextant qu'elle ne peut pas se le permettre, etc.

Autant votre personnage que vos thèmes, ou même la manière de parler, sont populaires...

C'est un choix, même si je parle globalement comme ça dans la vie. J'ai accentué le ton populo-banlieusard, mais je ne me censure jamais en terme de vocabulaire ; je ne me dis jamais « ce mot-là est trop compliqué, je l'emploie pas ». C'est une sorte de « bagou » — et j'ai grandi en banlieue : d'où, aussi, cette culture de la vanne.

Bonjour Tristesse vient d'un poème de Paul Éluard : « Tu n'es pas tout à fait la misère / Car les lèvres les plus pauvres te dénoncent / Par un sourire. » Même au fond du désespoir, il nous reste cette marge de liberté et d'espoir que sont la dérision et le rire ?

Il reste plus que ça, maintenant. On en vient juste à se dire qu'on nous met de la merde dans la bouche et que la seule liberté qu'il nous reste est de ne pas être obligé de la mâcher. (*rires*) Mais c'est triste, c'est d'une tristesse...

On vous reconnaît un *flow* de rappeur — vous introduisez vos vidéos par des

vers en rimes. Avez-vous pensé à mettre vos chroniques en chanson, en rap ou en slam ? Que peut la musicalité des mots qu'un texte d'analyse ne peut pas ?

Je ne l'ai pas du tout calculé. Certainement la culture banlieusarde : j'ai écouté beaucoup de rap. J'ai le sentiment que la musicalité élève parfois une vanne. Mais je vais faire de la musique... Cette année, je vais normalement faire un spectacle, un album, une vingtaine de vidéos et peut-être un long métrage. Une tentative de *challenge*. La musique est plus pérenne que mes chroniques d'actualité, périssables par définition. Mon amour, c'est l'écriture. J'ai beaucoup de difficultés à dire « je », dans Bonjour Tristesse, beaucoup de difficultés à parler de moi : je ne sais pas si c'est de la pudeur ou non, mais j'y parviens plus facilement en musique.



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Votre marque de fabrique est la critique de notre caste politique, de leur vie de nantis et de leurs revenus indécents. Pourquoi la gauche ne porte-t-elle plus vraiment cette parole ?

Parce qu'elle en est. Je n'ai d'ailleurs pas trop de problèmes avec les riches ; j'en ai avec ceux qui veulent que les pauvres aient encore moins que rien. J'ai été amené à rencontrer des producteurs, durant deux ans : il y a beaucoup de gens qui s'assument dans leur « droitisme », mais qui sont « cools » car ils ne sont pas des rats dans leur manière de vivre. J'ai beaucoup de mal avec le gars qui crache sur les migrants alors qu'il vit dans un château. Tu es riche, sois au moins content, d'une, et aie un peu de tristesse pour ceux qui n'ont rien. J'ai plus de mal avec l'absence de partage qu'avec la



richesse en tant que telle. Je ne suis pas contre le fait que les politiques soient bien payés : de bons revenus sont l'une des garanties d'un pouvoir politique non corrompu — je ne suis pas manichéen, là-dessus. Une des plus grosses limites de notre modèle démocratique est le conflit d'intérêts. Je crois assez à l'engagement citoyen mais pas au pouvoir citoyen absolu — ou difficilement. Faire voter les politiques sur des lois qui les concernent (justice, immunité, revenus, cumul des mandats) revient clairement à toucher les limites de notre système. Si je gagne un jour 40 000 euros par mois, peut-être que ça va finir par me saouler d'en donner 50 %, mais je serais content que l'État m'y force. Je crois davantage en la force régulatrice de l'État qu'en l'être humain. Et parmi tous les gauchistes, dont je fais partie, je considère que 90 % d'entre eux deviendraient des crevards avec 50 000 euros par mois. Je crois assez peu au maintien de l'âme.

Justement, vous évoquez, dans Bonjour Tristesse n° 24, le conflit d'intérêts chez les politiques et évoquez l'idée de « jurys citoyens ». Malgré tout votre pessimisme, à quoi rêvez-vous politiquement, pour demain ?

« On diabolise les manifestations, mais c'est aujourd'hui le dernier outil de démocratie directe qui existe. »

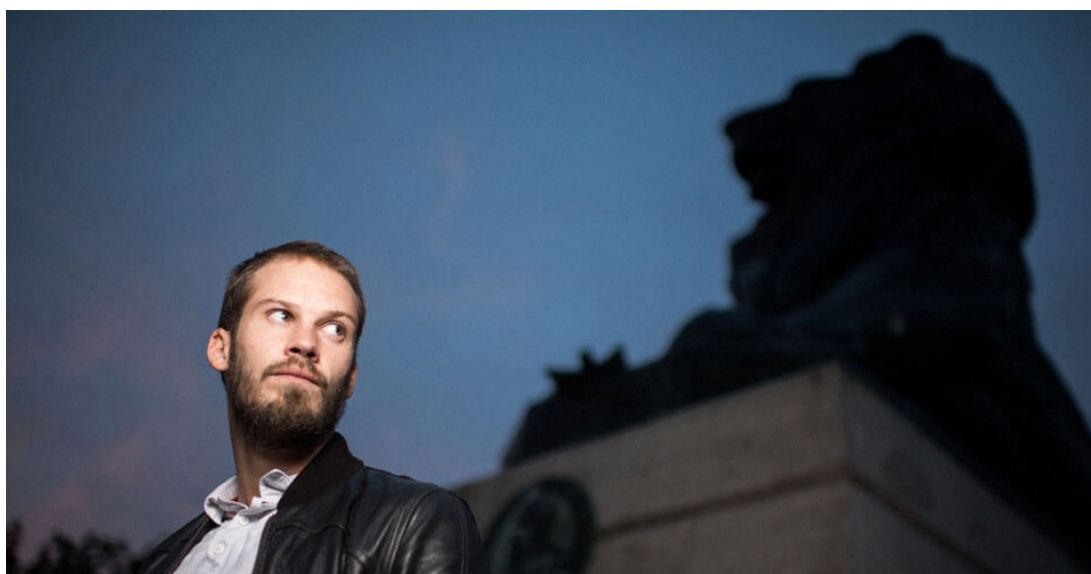
Je n'ai plus beaucoup de rêves. Vraiment, je suis un désillusionné. Quand je vois les élections qui arrivent, parfois, pendant deux secondes, je pense à Juppé ! Puis je me frappe le crâne et me dis que je suis une sombre merde. Mais nous voilà dans une situation telle qu'on va vite avoir l'impression que le retour de Chirac tient du moins pire ! On en est là, quand même... Je crois à l'aspect régulateur de la justice, d'une justice qui fonctionne. Typiquement, si l'affaire Kadhafi — à savoir la plus grosse fraude aux principes de la démocratie de l'histoire de France — doit se vérifier, ça mérite dix ans de prison. On sait que plus le territoire est grand, plus le budget de campagne est important. Il me semble qu'aux États-Unis, jusqu'à très récemment, c'est systématiquement celui qui avait le plus gros budget de campagne qui a été élu. Il n'y a pas de démocratie dans ces conditions. Ce genre de fraude n'est pas à minimiser ; c'est très grave. Si on arrive à faire en sorte que la justice fonctionne normalement pour les politiques, c'est-à-dire qu'ils se sentent menacés par l'outil qu'est la loi, on aura déjà fait un pas en avant. Et peut-être qu'un ou deux bienveillants, qui réussiraient à accéder au pouvoir politique, parviendraient à mettre en place des formes de jurys citoyens — pour réguler ou encadrer les politiques. Le désintérêt des citoyens pour ce qu'est la politique, la vraie, pas les élections, est lié au fait qu'ils ne soient pas investis. On diabolise les manifestations, mais c'est aujourd'hui le dernier outil de démocratie directe



qui existe. Quand tu te rends compte de ce qu'est le pouvoir politique et que tu t'y sens inclus, c'est vachement valorisant intellectuellement. Les jurys citoyens peuvent être une bouffée d'oxygène, en termes de rééquilibrage du pouvoir. Ça permettrait de sortir un peu de l'électoratisme très basique dans lequel nous nous trouvons. Mon maximum, en matière d'utopie, serait d'avoir des mandats impératifs. Il n'est pas nécessaire que l'Assemblée ressemble exactement au peuple — ne serait-ce que parce que je ne pense pas que le peuple ait envie de participer au pouvoir politique, ni ne s'en sente la légitimité, à tort ou à raison. On pourrait créer juridiquement la possibilité d'associer une contrainte au mandat électoral. Pour l'instant, on vit sur des mensonges électoraux. Et, plus encore que les mensonges, les politiques font l'inverse de ce qu'ils promettent : c'est une évolution, depuis quinze ans, c'est une véritable agression démocratique. Le référendum révocatoire serait aussi un outil.

Vous placez beaucoup de confiance dans le droit, la justice et la loi... Vous ne pensez pas que ces éléments sont dépendants du politique et peuvent être mis au service d'une oligarchie ? C'est le cas du Code civil, par exemple, qui renforce le droit de propriété...

Je ne sais pas si la justice est politique, mais elle est clairement manipulée. On peut parler de la protection des hautes classes sur la pédophilie, le blanc-seing sur les violences policières, l'absence de mise en cause des responsables politiques. Mais il y a des principes inconditionnels qui emmerdent la justice : même si elle ne veut pas y aller, elle y est obligée. La justice gagne en intégrité par un mode de fonctionnement cadré. C'est le cas du juge d'instruction face à un procureur loin d'être impartial, car souvent carriériste. Je dois vous avouer que cette confiance est, pour le coup, utopique — et nourrie par de rares moments comme la mise en examen de Sarkozy. Ce sont des bribes d'espoir. On veut nous faire croire qu'une mise en examen n'est pas grand-chose, en France, mais c'est tout de même assez costaud ! Le juge doit, pour la prononcer, déceler des éléments graves et concordants. Quand, comme Sarko, tu es trois fois mis en examen, on est en droit de s'interroger sur ton honnêteté. Cette réorganisation sous-entend donc des pôles de juges indépendants et imperméables à toutes formes de pression. Ma part d'utopie, pour répondre à votre précédente question, réside donc dans la justice. Le droit du travail est l'un des rares moments durant lesquels les tribunaux font primer les faits contre les puissants.



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Il y a les puissants, dont nous parlons et que nous nommons, mais *quid*, par exemple, de la critique de l'Union européenne ou de la finance mondiale ?

Je suis emmerdé avec l'Union européenne. Il est difficile d'échapper au manichéisme et on me fait dire ce que je n'ai pas dit. Prenons le Brexit. Ce qui rend actuellement décisifs les choix politiques des citoyens européens est de nature xénophobe. Quitter l'UE n'est pas un mauvais choix mais il ne s'est pas basé, à mon avis, sur les bonnes réflexions. L'Europe, on me l'a bien vendue et je crois à l'idée que les intérêts financiers en commun permettent de contrer d'éventuels conflits. Mais je ne peux nier que la dépossession politique ultime actuelle monte d'un cran avec l'Union européenne : un cran rhétorique, qui plus est, pour nos politiciens puisqu'ils peuvent, en bien des champs, affirmer « Je n'en suis pas responsable, c'est l'UE ». Que ce soit vrai ou faux. En résumé, j'aime bien l'idée mais pas ce qu'on en fait. Tout le débat est alors de réformer l'Europe de l'intérieur ou de la casser pour la reconstruire. Lorsque je m'intéresse à une idée, je regarde qui la défend. Et ceux qui veulent une sortie brusque de l'UE le font sur des arguments nationalistes ou protectionnistes. On peut être contre la mondialisation mais je ne vois pas comment on pourrait avoir la prétention de la contrer, puisqu'elle est là. Et puissante : on achète tout sur Internet. Ses opposants ne voudraient d'ailleurs pas s'en priver : ils sont sur les sites internationaux, ils commandent sur Ali Baba en Chine et en sont très contents. Je ne nie pas que la mondialisation a tiré vers le bas mille choses, mais c'est comme l'industrie du disque face au téléchargement : il faut en accuser réception et opposer une réponse intelligente. De manière anecdotique, on peut privilégier les circuits courts, prendre un



grec plutôt qu'un McDo pour deux euros moins cher, revaloriser les commerces de proximité... Il faut une éducation citoyenne pour qu'on s'interroge sur l'euro mis dans la poche de Carrefour, ce même euro qui rapporte 0,01 centime à celui qui l'a rendu possible. Je préfère me faire escroquer par mon épicier pour un paquet de gâteaux à trois euros : au moins, je vois qui j'enrichis ! Même si je ne suis pas vertueux dans mon mode de consommation, je pense qu'un de nos derniers pouvoirs est notre portefeuille. Mais mes mots sont clairement ceux d'un dépité...

Revenons un moment sur les injures. Vous avez reçu des critiques de la part de féministes, jugeant certains de vos propos sexistes.

« Je me considère comme féministe et ne connais pas d'humoriste ayant autant parlé de la parité. »

Je distingue le féminisme et le féminisme de canapé. J'ai fait une petite incartade sur le féminisme dans Bonjour Tristesse : à savoir que ça m'étonne que ce lobby soit moins puissant que celui des boulangers français alors qu'il existe une trentaine de millions de personnes en plus. Je me considère comme féministe et ne connais pas d'humoriste ayant autant parlé de la parité, de l'absence de sanctions judiciaires dans le cadre des agressions sexuelles ou encore de harcèlement de rue... Je me sens féministe et ne réfléchis pas en termes genrés : notre Constitution énonce que les êtres humains sont égaux. Sur cette base, il n'y a pas de discussion : nous devons être payés pareil et avoir les mêmes chances. Je m'interroge seulement sur la force du féminisme en France lorsque je vois la place des FEMEN, prise en un seul mois : si je m'auto-proclamaïs « activiste féministe », je me remettrais en question et aurais un peu honte de n'arriver à rien mettre sur la table du champ médiatique. Quand parle-t-on de disparité des salaires ? Le jour de la journée de la femme ! L'intitulé est pathétique, d'autant qu'il se nomme en réalité « la Journée des droits de la femme » ! Venir me harceler car je dis simplement « nique ta mère » et passer par des contorsions mentales infinies afin de prouver le sexisme de l'expression, c'est de la masturbation intellectuelle... Il y a des axes de luttes bien plus essentiels : les disparités, les violences faites aux femmes, la répartition des tâches ménagères. Perdre du temps à s'attaquer à des gens comme moi tandis que les sexistes se comptent à la pelle dans les médias dessert, à mon sens, le féminisme. Le combat des FEMEN est réglé depuis les années 1960 : montrer ses seins n'a plus rien de subversif. Réfléchir à la dépossession du corps féminin par l'industrie consumériste me paraît plus urgent. Et si je dois être choqué par quelque chose, dois-je l'être davantage par le burkini que par une femme à poil pour vendre une montre ? J'en sais rien...

Vous nous disiez que vous n'avez jamais été inquiété pour « injure publique ». Étonnant !

Je fais effectivement en sorte de ne pas tomber sous le coup de la loi. Ça passe par des pirouettes et des décalages. Exemple : « *Eux, si tu leur écrases la gueule sur le trottoir, ça devient le boulevard des enculés* » ; il y a un décalage qui fait que je ne les qualifie pas directement d'enculés. « *t'es brillant comme Zemmour dans une galerie d'enculés fluorescents* » ; il y a décalage. « *Dans l'ascension du col des fils de putes, il a toujours le maillot à pois* » ; il y a un mini décalage pour dire indirectement que c'est un bon grimpeur dans les côtes... Parfois, je décide d'être plus frontal en cherchant une vanne assez humiliante de façon à ce que, en cas d'attaque, le mec ciblé n'ait pas envie d'entendre le juge l'énoncer à haute voix en public. Je fais au moins en sorte que ce soit drôle pour qu'on passe un bon moment au tribunal ! Je rajoute dans l'ADN de Bonjour Tristesse le fait d'interpeller directement les puissants, en les tutoyant. Je ne dis pas « Coppé a fait ça », mais « Toi, viens là ! », je te parle comme si tu étais mon pote, je t'ai élu, tu m'appartiens, nique ta mère !



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Est-ce que les « humanistes », comme vous dites, ne délaissent-ils pas, parfois, la lutte contre la chape de plomb religieuse au nom des libertés individuelles entendues comme un absolu ?

Question fort pertinente. La religion est ce qu'en font les êtres humains — il n'y a qu'à lire les passages chaudards dans la Bible, le Coran et la Torah. La laïcité est un principe



simple de séparation de l'Église et de l'État, afin que les religieux puissent avoir une place sans danger dans l'espace public. On veut souvent lui faire dire le contraire de sa philosophie... Je vois, parmi des féministes bienveillantes, une vraie gêne à l'égard du voile — en particulier jusqu'à la génération de mes parents. La dépossession du corps féminin est un débat très important à mes yeux, que l'on ne tient absolument jamais de façon globale. Je trouve paternaliste et sexiste d'aller voir, en tant que féministes, une fille doctorante de 25 ans, célibataire, qui n'a plus de contact avec sa famille et gagne 6 000 euros par mois, pour lui dire : « Ce n'est pas ton choix, ce voile, tu es manipulée. » À grand renfort de raccourcis, en prime. C'est ultra sexiste. Mais ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas être vigilant. Le voile — comme tous les autres signes religieux — a sa place à l'université ; pour les lycées et collèges, ça peut se débattre. Tout est une question de nuances. L'avancée du fait religieux peut être une régression pour les femmes, mais la société de consommation en a apporté beaucoup, de régressions. Notamment en termes de complexes, de mal-être, d'incapacité au bonheur... Bien sûr, il faut encadrer la religion — mais il est difficile de parler de « retour du religieux », par rapport à la première génération, où tout était souterrain, mû par un sentiment intériorisé de conformation à la norme. Peut-être est-on dans une phase de besoin d'expression de ce fait religieux, pour être ensuite régulé : il faut s'attacher aux processus. Ma volonté est que les gens soient libres. Je connais très peu de musulmans, avec qui j'ai pu parler, qui m'ont expliqué qu'il faut forcer une femme à mettre le voile. Mais il existe aussi, sans doute, d'autres facteurs à même d'alimenter ces débats : la pression sociale dans le quartier, un besoin d'identité. Il faut arrêter de parler à la place de ces femmes. Posons-leur la question directement, plutôt qu'à NKM !... (*rires*)

Vous tapez aussi contre votre « camp » : par exemple, les modes d'action des cheminots qui peuvent, à vos yeux, rendre leur message inaudible pour le reste de la population...

« Parler contre l'extrême technicité de la figure de l'expert médiatique. Je voulais réactiver un affect pour le beau, lui redonner ses lettres de noblesse. »

C'est ma manière d'être indépendant. La vision de l'indépendance limitée à ne signer avec personne ou à être seul est trop limitative : il s'agit de la liberté de mes choix, sans aucune censure de mes mots et envies. L'indépendance s'étend même au public. Ma principale peur n'est pas de me censurer parce qu'un financier me l'aurait interdit, mais de le faire pour être conforme à mon public, par crainte de perdre un peu de popularité. C'est pour ça que je ne dis pas « Partagez ou likez mes vidéos », afin de pouvoir me



permettre d'envoyer balader les gens s'ils ne partagent pas ce que je pense ou dis. Et ce n'est pas par mépris, car leur soutien me porte. C'est mon gage d'intégrité intellectuelle. Ça a été le cas pour les cheminots et deux ou trois sujets — et encore, pour les cheminots, je disais juste de ne pas nous prendre pour des abrutis en disant qu'ils font grève pour que le prix du ticket de métro n'augmente pas, alors qu'on sait que c'est pour garder et défendre leurs droits. Et c'est humain et naturel ; je les encourage même.

Vous traitez d'un panel de thèmes très large : n'est-ce pas prendre le risque d'un traitement superficiel, voire erroné ? Songeons à votre appréciation du conflit entre Uber et les taxis ou de la relation entre les médecins et les labos pharmaceutiques...

On est plus d'un banlieusard à considérer que c'est « bien fait pour votre gueule », les taxis ! Il y a des métiers pour lesquels l'extrême libéralisation que représente Uber — économiquement complexe, puisqu'elle donne du travail à des pauvres qui en étaient exclus, mais sans aucun droit social — est un danger. Je n'ai aucun avis tranché sur la question. Mais les taxis faisaient leur métier n'importe comment, ne disaient plus « bonjour » ni « merci » et refusaient des courses alors que c'est interdit par la loi. Donc : *sheh !* [*sheh fik*, « bien fait pour toi » en arabe, *ndlr*], comme on disait plus jeunes. À longueur d'émissions, les taxis répètent que c'est dangereux pour la fiscalité alors qu'ils n'ont pas de machines à carte, en 2016 ! Tu as envie de leur dire : « Mais taisez-vous, trouvez-vous un porte-parole ou mourrez économiquement ! » Lorsque j'essentialise, c'est pour condamner l'hypocrisie de celui qui défend sa position ou son privilège. Quant aux médecins, j'essentialise, sans analyser, mais j'estime que le lobby pharmaceutique est un des trois lobbies les plus nocifs, en France et dans le monde. C'est sous-estimé. On est en sur-médication notable ; on risque d'arriver au stade où le médicament tuera autant qu'il soigne. C'est une problématique sanitaire qui se pose et qui sera évincée par le lobby pharmaceutique. Entre rendre accessibles ces notions au grand public et généraliser un peu sur certaines postures des médecins, je préfère me tromper sur la généralisation mais que les citoyens se posent des questions quand on leur prescrit automatiquement des médicaments. Mais revenons à l'art. Il y a, avec Bonjour Tristesse, la volonté d'être léger et de retourner au « bon sens ». La base, c'est de dire qu'un « beauf » peut avoir plus de bons sens que ce que nous vendent les politiques. De parler contre l'extrême technicité de la figure de l'expert médiatique. Il y a de nombreux sujets qui pourraient être réglés directement par un « beauf » — j'ai, ici, une forme de manichéisme assumé, sans prétention. Mais il y a aussi des moments, comme les attentats, et des sujets, comme le conflit israélo-palestinien, sur lesquels je fais plus attention à ne pas être mis en défaut intellectuellement.



(Par Stéphane Burlot, pour Ballast)

Comment entendez-vous, politiquement, l'utilisation du mot « beauf » ?

Bonjour Tristesse, c'est un personnage de « beauf » ! Mais il y a plusieurs sens à ce mot : celui, très péjoratif, qu'on lui accole ; l'autre, populaire, correspondant au Français moyen, bienveillant, engagé — soit l'image que je me fais d'une France que j'aime relativement bien. Je voulais réactiver un affect pour le beauf, lui redonner ses lettres de noblesse.

« Un artiste a toujours le droit d'avoir tort, alors qu'un politique devient prescripteur et avoir tort devient une faute professionnelle », avez-vous déclaré. C'est cette peur de devenir prescripteur qui vous empêche de sauter le pas ?

Oui, mais je le suis aussi, déjà, puisque j'intéresse des gens à la politique... Je peux aider à les conscientiser, mais je n'ai pas envie d'être prescripteur. Mon but est d'amener le débat plutôt que d'avoir l'accord ou le désaccord des gens — d'autant que je suis loin d'avoir la science infuse et que beaucoup de sujets complexes n'impliquent pas de réponses nettes et tranchées ! Si j'avais voulu faire un boulot sérieux, je serais avocat en droit du travail pour défoncer les patrons : j'aurais été certainement plus utile à la société.

Bon, sinon : votre décor a changé, ces derniers temps. Exit le vieux papier, la baguette ; bonjour le canapé, le mur blanc et la lampe design. Bonjour Tristesse se modernise ?



Pas vraiment : j'ai beaucoup déménagé, j'ai dû quitter mon appartement et, sans CDI en France, on met un peu de temps à en retrouver un... J'ai donc fait cinq apparts' en sept mois. Le papier peint, j'ai dû lui dire adieu ; ce qu'il reste, c'est essentiellement la bouteille de vin et le livre. L'éclairage, ça dépend : au cas où ça aurait échappé à certains, ce n'est pas très poussé en termes de chef opérateur, mais j'arrive à faire des vidéos de plus en plus jaunes ; j'espère que les gens apprécient. *(rires)*

Toutes les photographies sont de Stéphane Burlot, pour Ballast.
